

## **Compte-rendu de la réunion publique du 24/03/2026 relative au dossier de demande d'autorisation environnementale de la SAS Francelot pour la réalisation d'un lotissement à Uckange**

Cette seconde réunion publique a été programmée le mardi 24 janvier 2026 à 17h30 en mairie de Uckange (salle du conseil municipal).

Les participants sont :

- M. Conti Directeur régional de la SAS Francelot maître d'ouvrage du projet
- M. Thouvenel Directeur général des services de la mairie de Uckange
- M. Meneghin Commissaire-enquêteur désigné par le Tribunal Administratif

Et les six habitants du lotissement Pont de Pierre qui se sont déplacés pour participer à la réunion

- Mme de Paulis, Mme et M. Pezzi, M.Gouthiere, M.Cordary et M. Collignon.

### **1 - Introduction du Commissaire-enquêteur**

Le projet de lotissement La Sapinière, porté par la SAS Francelot, se situe le long de la rue de Budange (RD 9) juste en amont du lotissement Pont de Pierre aménagé dans les années 1970/1980, dans une zone 1 AU de 7.76 ha rendue constructible par la révision du PLU de Uckange en 2020.

Ce projet intercepte les eaux de ruissellement d'un grand bassin versant extérieur. Ce dernier étant supérieur à 20 ha, le projet de lotissement est soumis à autorisation environnementale, conformément à l'article R.214-1 rubrique 2.1.5.0 du code de l'environnement.

Les travaux ne pourront débuter qu'une fois l'autorisation délivrée par le préfet. La réglementation prévoit une consultation du public de 3 mois parallèlement à la vérification et à l'instruction du dossier par les services préfectoraux (unité police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires).

Marc Meneghin est le Commissaire-enquêteur désigné par le Tribunal Administratif. Son rôle est notamment de veiller au bon déroulement de la consultation du public.

Elle comprend 2 réunions publiques. Celle d'aujourd'hui est la seconde, la réunion d'ouverture s'étant tenue le 12 janvier dernier. Ces réunions sont ouvertes à toutes les

personnes qui souhaitent poser des questions ou faire des observations sur le projet de lotissement, et plus particulièrement sur la gestion des eaux pluviales.

A l'issue des 3 mois de consultation du public, le Commissaire-enquêteur remettra un rapport au préfet, dans lequel il exprimera son point de vue sur le déroulement de la procédure ainsi que sur le projet.

## **2 - Présentation du projet par M. Conti Directeur régional de la SAS Francelot**

**Voir Annexe 1** : présentation du projet par la SAS Francelot.

Monsieur Conti rappelle qu'un premier projet de lotissement plus important avait été envisagé en 2022 avec la création de 150 logements sur l'ensemble des 7.76 ha de la zone 1AU ouverte à l'urbanisation dans le PLU de Uckange. Ce projet prévoyait :

-un défrichement de 2,66 ha du bois Saint Hubert

-la création d'un grand ouvrage de stockage de près de 2500 m<sup>3</sup>, en remplacement du bassin communal actuel, pour récupérer l'ensemble des eaux de pluie issues du bassin versant amont et du lotissement et les acheminer ensuite jusque dans le ruisseau du Moulin du Brouck via une noue de 375 m à créer en limite Est du lotissement Pont de Pierre. La création de cette noue nécessitait également le défrichement sur 2 ou 3 m de la lisière forestière le long du bois de Pépinville.

Le projet du lotissement la Sapinière a été revu en 2024/2025 afin de minimiser ses impacts en :

- évitant les défrichements des bois de Saint Hubert et de Pépinville
- préservant la zone humide identifiée au fond du bassin communal existant
- se conformant à l'objectif du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 qui demande de maximiser l'infiltration des eaux de pluie sur le périmètre du projet et d'éviter tout rejet final en cours d'eau.

Le projet a été réduit. Il ne s'inscrit plus sur la totalité des 7.76 ha constructibles de la zone 1 AU, mais sur une surface limitée à 4.2 ha située dans la partie basse de la zone qui est une prairie en friche. Les boisements situés sur la zone 1 AU ne sont donc plus impactés. Et, compte tenu de la modification de la gestion des eaux pluviales, la noue le long du bois de Pépinville n'est plus nécessaire, ce qui permet de préserver la lisière forestière.

Concernant la gestion des eaux pluviales, elle repose dorénavant sur deux principes :

- les eaux pluviales générées par les surfaces imperméabilisées du lotissement seront intégralement compensées par infiltration sur le site :

- dans un nouvel ouvrage de rétention-infiltration d'une surface de près de 900 m<sup>2</sup> créé par la SAS Francelot pour retenir et infiltrer les eaux du domaine public (voirie, trottoirs, espaces verts...) pour une pluie centennale et même au-delà.
- dans des dispositifs individuels de rétention-infiltration que chaque propriétaire aura l'obligation d'installer sur sa parcelle pour gérer ses propres eaux de pluie, notamment celles des toitures et des aménagements extérieurs.
- les eaux pluviales du bassin versant amont seront gérées par le biais d'une noue de déconnexion qui sera creusée en périphérie du futur lotissement (périmètre des 2 tranches). Cette noue s'appuiera sur le thalweg déjà existant sur le terrain, créé au fil du temps par les ruissellements préférentiels. Elle collectera les eaux pluviales du bassin versant amont puis les acheminera vers l'ouvrage communal existant. Cet ouvrage est donc conservé ainsi que le carneau de transition et la conduite de diamètre 400 mm, dans lesquels il déverse pour aller ensuite rejoindre le réseau de collecte des eaux pluviales du lotissement Pont de Pierre. La quantité d'eau qu'il recevra sera moindre par rapport à la situation actuelle, ce qui va dans le bon sens et devrait augmenter son niveau de protection. En effet la surface du bassin versant sera amputée de l'ordre de 5 ha correspondant à la majeure partie du terrain situé à l'aval de la noue de déconnexion (le périmètre du lotissement plus le terrain de près de 1ha situé entre la noue et le futur bassin de rétention-infiltration). La surface du bassin versant sera donc réduite par rapport aux 35 ha actuels. Par ailleurs, la noue de déconnexion, qui sera enherbée, infiltrera une partie des eaux interceptées.

### **3 - interventions et observations du public**

Sur les 6 participants, 4 sont clairement opposés au projet. Les deux autres expriment plutôt des craintes sur le système d'assainissement des eaux pluviales et sur les risques de débordement.

Le débat a été foisonnant et parfois vif. J'ai classé les différentes interventions faites durant le tour de table en 8 thématiques.

#### **3-1 Dégradation du cadre de vie**

La plupart des participants estiment que leur cadre de vie sera dégradé. Aujourd'hui ils bénéficient d'une vue sur la nature, avec le projet ils auront une vue sur un espace bétonné. De plus leurs jardins seront accolés à ceux de la première rangée de maisons du futur lotissement, il y aura une perte de tranquillité et d'intimité. Un participant indique qu'il a découvert un document instituant une servitude de passage de 5 m derrière son terrain pour assurer l'accès au personnel de RTE lors des interventions.

M.Conti indique que plus de 50 % de la surface du lotissement sera dévolue aux jardins et espaces verts. Le lotissement assurera ainsi une transition douce et aérée entre la nouvelle zone d'habitat et le bois Saint Hubert. Il entend la crainte des riverains au sujet de la covisibilité dans les jardins et propose de rendre obligatoire, dans le règlement du lotissement, l'installation d'une haie composée de charmilles ou d'espèces locales en fond de parcelle sur une hauteur de 1m80. S'agissant d'une éventuelle servitude de passage au bénéfice de RTE, M. Conti indique qu'elle ne figure pas au livre foncier et que RTE, dans l'avis favorable qu'il a rendu sur le dossier du permis d'aménager, n'en a pas fait état.

### 3-2 Proximité immédiate des lignes à haute tension

Plusieurs participants s'étonnent que RTE ait pu donner un avis favorable à la demande de permis d'aménager, sachant que le terrain est surplombé par des lignes à haute tension de 225 KV. Où peut-on retrouver cet avis ? Comment sont pris en compte les risques, notamment l'exposition chronique des habitants aux champs électromagnétiques ? Un participant signale des cas de cancers infantiles sous des lignes électriques à Hagondange et estime qu'il pourrait donc y avoir un danger pour les enfants.

M. Conti indique que le projet a été élaboré en étroite collaboration avec RTE pour garantir les hauteurs libres réglementaires (7m) sous les câbles et leurs bandes de balancement, respecter les contraintes vis-à-vis de la présence des pylônes, ainsi que les distances de sécurité par rapport aux ouvrages électriques. Un polygone d'implantation a été déterminé avec RTE sur chaque parcelle, en dehors de ce polygone aucune construction ne sera possible. M.Conti rappelle qu'en plus de l'avis favorable donné sur le permis d'aménager du lotissement, RTE sera reconsulté et aura à redonné son avis sur chacun des permis de construire. Il propose de joindre l'avis favorable de RTE au compte-rendu de la réunion qui sera mis en ligne par le Commissaire-enquêteur (voir Annexe 2).

M. Thouvenel indique que la commune a démarré le travail avec RTE dès l'élaboration du PLU et que déjà en 2018 un avis favorable avait été donné par RTE pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AU. Il rappelle d'ailleurs que le PLU a fait l'objet d'une enquête publique fin 2019 avant son approbation en février 2020 et qu'aucune observation ou contestation du public sur cette nouvelle zone constructible n'a été formulée à l'époque. A la demande des participants, l'avis donné par RTE en 2018 sera également joint au compte-rendu de la réunion (voir Annexe 3)

M.Conti ajoute que des mesures du champ électromagnétique ont été réalisées sur le site par RTE. La valeur du champ magnétique mesuré est comprise entre 0,33  $\mu$ T et 3,13  $\mu$ T, ce qui représente au maximum 3% du seuil réglementaire de 100  $\mu$ T à ne pas dépasser. L'intensité du champ électrique est comprise entre 1 et 3 KV/m, sous la limite légale de 5 KV/m.



### 3-3 Prise en compte de la loi Climat-Résilience de 2021 et du zéro artificialisation nette

Un participant estime que le PLU approuvé en 2020 n'est plus réglementaire car depuis l'adoption de la loi Climat-Résilience en août 2021 c'est le zéro artificialisation nette (ZAN) qui s'impose. Comment la commune de Uckange a pu accorder le permis d'aménager du lotissement à l'heure du ZAN et du réchauffement climatique ?

M.Conti rappelle que le ZAN prévoit la division par 2 du rythme d'artificialisation des sols d'ici 2030 et l'atteinte du zéro artificialisation nette pour 2050. A ce stade, le ZAN ne signifie pas la fin de l'urbanisation du territoire.

M. Thouvenel indique que le PLU de Uckange a été « Grenellisé » c'est à dire qu'il est compatible avec les lois Grenelle sur l'environnement de 2009 et 2010, lesquelles avaient déjà fixé des objectifs forts pour limiter l'artificialisation des sols. La première version du PLU prévoyait l'ouverture à l'urbanisation de 24 ha en zone 1AU, qui ont été ramenés à 8.6 ha pour en tenir compte. De plus la zone 1AU sur laquelle est prévu le lotissement, est définie dans le PLU par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui prévoit la création de 150 à 200 logements sur la totalité des 7.76 ha constructibles, à comparer au projet de lotissement La Sapinière limité à 4.2 ha et 72 logements au total afin de réduire les impacts.

M. Ménéghin indique que les PLU devront être rendus compatibles avec la loi Climat-Résilience et avec le ZAN au plus tard pour le 2/02/2028 et confirme que d'ici là le PLU de Uckange reste applicable. Il indique que la date de 2030 pour la diminution par 2 du rythme d'artificialisation risque d'être repoussée à 2034 dans le cadre d'un projet de loi actuellement en discussion.

### 3- 4 Les atteintes à la biodiversité et à la faune

La plupart des participants indiquent que le terrain est très fréquenté par des animaux de toutes sortes. On y voit de nombreux sangliers, chevreuils, lièvres ou encore renards. Le projet va fortement impacter cette faune ainsi que la flore. Un participant estime que l'évaluation environnementale qui figure dans le dossier est trop sommaire et qu'elle ne fournit pas au public une information complète et transparente.

M. Conti indique que le terrain d'assiette du lotissement est une prairie qui a peu d'intérêt écologique compte tenu notamment de la présence des 6 lignes électriques qui nécessitent un entretien régulier du terrain par RTE, limitant la pousse des végétaux et le développement de la biodiversité. Le bois Saint Hubert sera protégé par la mise en place d'une zone tampon de 25 à 30 m entre la limite du projet et la forêt. Les premières constructions se retrouveront à 40 mètres de la lisière, garantissant ainsi la préservation des continuités écologiques. M. Conti rappelle que le terrain n'est pas dans une ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) puisqu'il n'y a aucune ZNIEFF sur la commune, que la zone Natura 2000 la plus proche se situe à 14 km et que la zone humide repérée au fond du bassin communal sera conservée puisque le bassin reste en place.

M Conti indique qu'il n'y a pas eu d'inventaire faunistique, ni floristique réalisé sur le terrain car le projet n'y est pas soumis. En revanche les bureaux d'études se sont appuyés sur les inventaires déjà existants et sur l'étude d'impact réalisée par le bureau OTE dans le cadre du PLU. Ce dernier évalue le niveau d'enjeux environnementaux de la zone de moyen, compte tenu notamment d'un petit réservoir de biodiversité locale situé dans la partie boisée que le projet préserve. Aucun document ne fait état d'espèces protégées sur le site. Le sanglier, le chevreuil, le lièvre ou le renard sont au contraire des espèces que la puissance publique régule pour éviter leur prolifération. Certains d'entre eux sont classés nuisibles.

M. Méneghin confirme que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale. La préfecture l'a d'ailleurs indiqué dans l'avis de consultation du public. Donc la réalisation d'une étude d'impact n'est pas nécessaire.

### 3-5 Les craintes par rapport à la gestion des eaux pluviales

Plusieurs participants, en particulier les 2 qui résident à proximité du bassin communal existant, ont des craintes et plusieurs observations à faire sur la gestion des eaux pluviales :

- les 2 participants qui habitent à proximité du bassin communal seraient beaucoup plus rassurés si ce dernier était remplacé par la construction d'un très grand bassin de stockage récupérant toutes les eaux de pluie, celles du bassin versant et celles du lotissement, pour ensuite les évacuer dans le ruisseau du Moulin du Brouck, tel que cela leur avait été exposé au départ.
- en effet le bassin communal actuel leur paraît « limite ». Le lotissement n'a plus connu d'inondation depuis qu'il a été réhaussé en juillet 2020 mais il se retrouve rempli à ras bord lorsque les pluies sont très fortes. Il en faudrait peu pour qu'il déborde à nouveau. Ce sera le cas si le bassin de rétention-infiltration, que souhaite réaliser la SAS Francelot, venait à surverser.
- la noue prévue en périphérie du futur lotissement pour intercepter puis canaliser les eaux de pluie du bassin versant, ne va-t-elle pas accélérer leur vitesse d'arrivée dans l'ouvrage avec le risque qu'il se remplisse plus vite ou que ses berges se déstabilisent ?
- l'un des participants, qui a encore été inondé en février 2020, indique que son assureur lui aurait dit qu'au prochain sinistre il se retournerait contre la commune et irait en justice.
- lors de fortes pluies, l'eau va stagner dans le futur bassin de rétention créé par la SAS Francelot pour infiltrer les eaux de pluies générées par l'imperméabilisation du lotissement. Cela va engendrer des odeurs, les moustiques risquent de se développer.
- les participants qui habitent plus à l'Ouest sur la partie haute du terrain craignent des remontées d'eau dans leurs jardins occasionnées par les dispositifs individuels d'infiltration prévus sur les parcelles voisines du futur lotissement.

M. Conti veut rassurer au sujet du bassin de rétention-infiltration. Les calculs conduisent à un volume utile de 265 m<sup>3</sup> pour gérer une pluie centennale, c'est à dire une pluie qui

revient en moyenne tous les 100 ans. Or le volume d'eau que ce bassin pourra retenir est de 791 m<sup>3</sup>, soit bien au-delà. Donc il ne surviendra jamais dans le bassin de stockage communal, sauf pour un événement vraiment très exceptionnel où tout sera alors complètement inondé, dans toute la commune de Uckange, qu'il y ait ou pas le lotissement La Sapinière. Compte tenu de sa large surface, près de 900 m<sup>2</sup>, l'ouvrage infiltrera très vite l'eau stockée, en moins de 24h pour la pluie classique et en moins de 4 jours pour une pluie centennale, ce qui ne laissera pas le temps aux odeurs ni aux moustiques de se développer. D'ailleurs en été ce bassin sera le plus souvent à sec sauf après de gros orages.

M. Conti indique qu'il n'y a pas de raison pour que les dispositifs individuels d'infiltration à la parcelle entraînent des remontées de nappe dans les terrains voisins à l'Ouest du lotissement Pont de Pierre puisqu'actuellement sur cette partie assez plate du projet, les pluies sont déjà majoritairement infiltrées. Les conditions hydrologiques ne seront donc pas modifiées.

M. Thouvenel rejoint les participants au sujet de la noue de collecte. C'est une bonne solution qui repose sur la nature mais il faut qu'elle soit conçue pour ralentir l'écoulement des eaux de pluie et pour favoriser au maximum leur infiltration avant qu'elles n'arrivent dans le bassin communal.

M. Ménéghin confirme que la conception de la noue de collecte est un sujet important, il ne faut pas qu'elle fonctionne comme un tuyau. Dans son rapport il préconisera la réalisation d'un fossé à redents découpé en plusieurs « marches », créant ainsi des petits bassins successifs, qui permettront aux eaux de ruissellement collectées de ralentir et de déposer leurs sédiments. Ce type de fossé accentuera leur infiltration tout au long de leur trajet jusqu'au bassin communal, qui recevra ainsi moins d'eau et moins de boues.

S'agissant du bassin communal, M. Ménéghin comprend les craintes des riverains. Cet ouvrage a été créé par la commune un peu en urgence sans être dimensionné précisément par un bureau d'étude. Il n'y a pas de données techniques sur ce bassin, on ne connaît pas son niveau de protection, personne ne sait même précisément quand il a été créé. Son volume a été augmenté en 2020 par rehaussement des berges. Depuis le lotissement Pont de Pierre n'a plus été inondé, ce qui est une bonne chose. Mais le recul est faible, il ne porte que sur 5/6 ans. Dans son rapport M. Ménéghin demandera donc que cet ouvrage fasse rapidement l'objet d'un dossier de régularisation auprès de l'unité police de l'eau de la DDT, ce qui pourrait conduire, le cas échéant, à devoir augmenter son volume de stockage soit par une nouvelle rehausse de ses berges, soit par la création d'un second bassin en amont connecté à la noue de collecte.

### 3-6 Au sujet de l'entretien et de la surveillance des ouvrages

Un participant demande par qui et comment seront entretenus et surveillés les différents ouvrages de gestion des pluies. Le bassin actuel est entretenu par la commune, mais de façon très irrégulière et il est souvent dans l'obligation d'appeler la mairie pour faire passer les agents.

M. Conti indique que les ouvrages seront entretenus et surveillés régulièrement selon les modalités prévues dans le dossier de demande d'autorisation. La noue d'interception des eaux pluviales du bassin versant sera remise à la commune dès la fin des travaux du lotissement, c'est la commune qui l'entretiendra. Un chemin de service relié à la voirie du lotissement sera créé par pour pouvoir accéder au bassin communal et au bassin de rétention-infiltration avec les engins d'entretien. M. Conti enverra le plan au Commissaire-enquêteur afin qu'il le joigne au compte-rendu (voir Annexe 4).

M. Ménéghin souscrit totalement à la remarque de l'intervenant. L'organisation de la surveillance et de l'entretien est un point fondamental. Un système de gestion des eaux pluviales peut être parfait sur le papier, surdimensionné pour une sécurité maximale, mais s'il n'est pas régulièrement et correctement surveillé et entretenu, tout cela ne sert à rien, il dysfonctionne très vite au bout de 2 ou 3 ans. C'est pourquoi dans son rapport, il insistera fortement pour que l'arrêté préfectoral identifie précisément les responsables de chacun des ouvrages ainsi que les actions qu'ils auront à faire régulièrement afin d'assurer leur pérennité et leur bon fonctionnement.

M. Thouvenel confirme que la commune entretiendra aussi la noue. Il prend note des critiques sur la gestion actuelle du bassin communal et va recadrer les choses pour que la surveillance et l'entretien soient faits régulièrement, avec la mise en place d'un cahier de suivi (programme des opérations à effectuer, opérations réalisées, quantité et destination des produits évacués).

### 3-7 Au sujet du raccordement des eaux usées au réseau du lotissement Pont de Pierre

Un intervenant s'inquiète du raccordement des eaux usées du futur lotissement au réseau de celui du Pont de Pierre. Les canalisations sont-elles suffisantes ? Ne risquent-elles pas de monter en pression ? Il rappelle que lors du raccordement du lotissement du Nid au début des années 2010, des remontées d'eaux usées sont survenues dans plusieurs maisons du lotissement Pont de Pierre.

M. Conti indique que ce raccordement a reçu l'accord du SIAVO, gestionnaire du réseau d'assainissement du Pont de Pierre, dans le cadre de la demande du permis d'aménager et qu'il sera réalisé conformément aux règles de l'art.

M. Thouvenel indique que pour le lotissement du Nid il y avait eu une erreur de branchement au départ. Une partie du réseau pluvial avait été raccordé au réseau d'eaux usées du Pont de Pierre, avec un apport d'eau très conséquent dans ce dernier, ce qui a entraîné les remontées dans les maisons. L'erreur a vite été détectée et réparée, depuis il n'y a plus de soucis.

M Ménéghin confirme que les volumes d'eaux usées sont très inférieurs à ceux des eaux pluviales. En considérant les ratios habituels, les 72 habitations des deux tranches du projet représenteront un supplément de charge hydraulique de l'ordre de 50 m<sup>3</sup>/jour, ce qui reste assez négligeable. Le SIAVO a forcément fait ses calculs et vérifié la capacité du réseau avant de donner son avis favorable.

### 3-8 Au sujet de l'accès du lotissement sur la rue de Budange (RD9).

La plupart des participants s'inquiètent au sujet de l'accès qui se fera directement sur la rue de Budange et sera géré par un simple panneau STOP pour les véhicules sortant du lotissement, alors que trafic sur la départementale est important et qu'il y a de plus en plus de poids-lourds. Les mouvements de tourne-à-gauche en sortie ou en entrée du lotissement risquent d'être dangereux.

M. Thouvenel indique que la commune a délivré le permis d'aménager du lotissement La Sapinière à la SAS Francelot moyennant la préservation d'un large espace vert au droit de l'accès afin d'assurer une parfaite visibilité de part et d'autre. L'accès se situe en agglomération où la vitesse est limitée à 50 km/h mais en effet le trafic rue de Budange est important et certains véhicules passent à des vitesses supérieures. C'est la raison pour laquelle la commune étudie des mesures pour bien marquer l'entrée de ville et assurer la sécurité à cet endroit. C'est la commune qui réalisera les travaux ainsi que les liaisons piétonnes et cyclables qui seront également aménagées et sécurisées pour rejoindre les réseaux existants en périphérie.

M. Ménéghin confirme que, même si elle ne rentre pas dans le champ de l'autorisation environnementale délivrée au titre de la loi sur l'eau, la question de la sécurité routière est très importante. Le trafic sur la RD 9 est conséquent : trafic moyen journalier tous véhicules : 5738, dont 141 poids-lourds selon les dernières données qui datent de 2024. La réalisation d'un plateau ralentisseur sur la RD9 ou bien un aménagement du tracé avec des chicanes douces lui paraissent être le minimum à réaliser au droit de l'accès. Et il faudra que ces travaux soient terminés avant que le lotissement ne soit habité.

Le 31/03/2026

Le Commissaire-enquêteur

Marc MENEKHIN

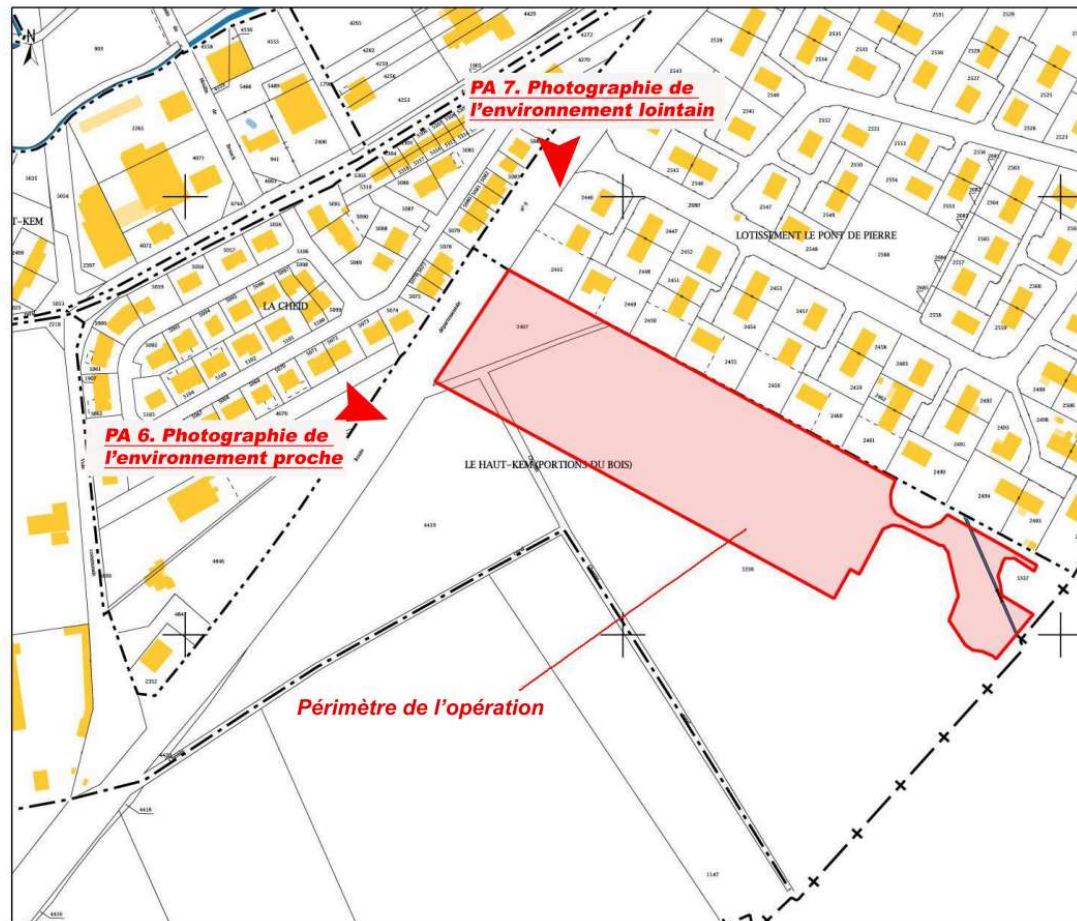
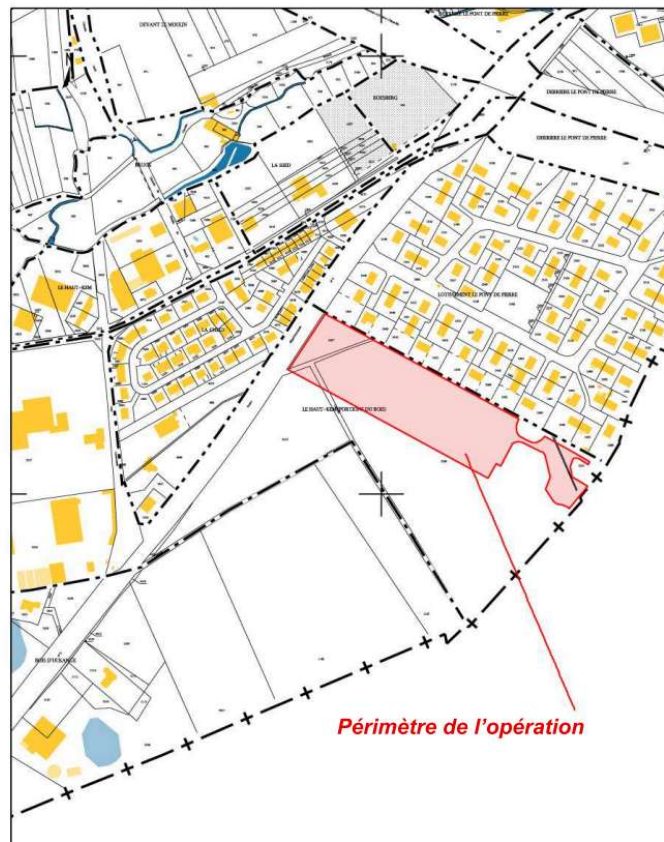
# Projet d'un aménagement de quartier « Pont de Pierre – Sapinière »



**Commune d'Uckange**

# Foncier étudié :

Le terrain d'assiette de ce nouveau quartier est situé au sud-ouest de la commune d'Uckange.



Projet d'une superficie de 22108 m<sup>2</sup>

composé des parcelles reprises au cadastre sous la section B numéros : 2407, 4419, 5336 et 5337, 5890 et 5891.



## *Vues du terrain :*



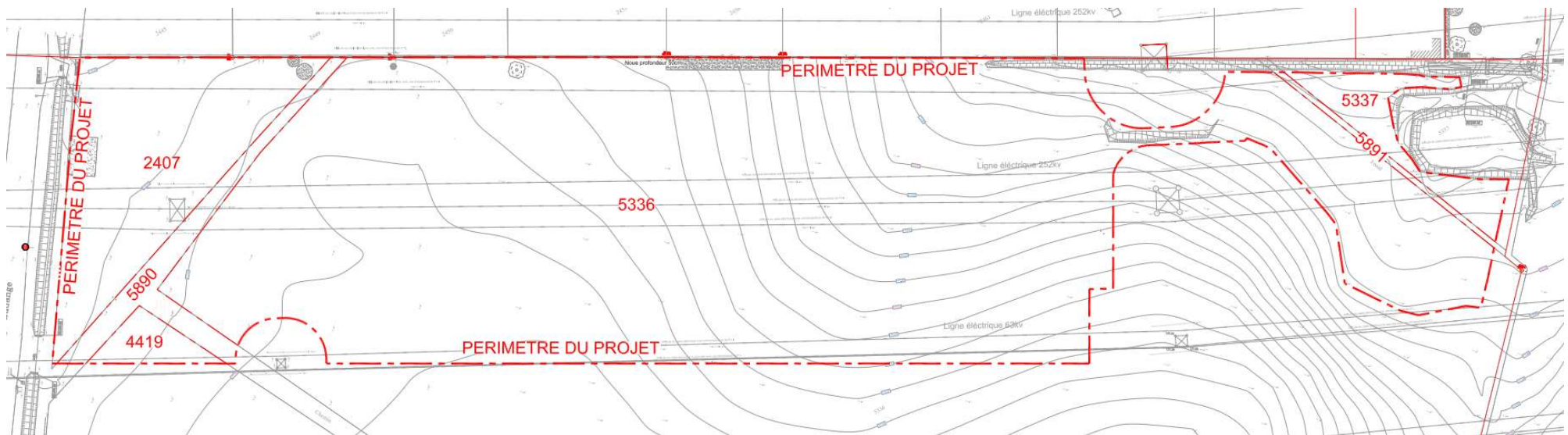
Vues depuis la route départementale – rue de Budange



## *Vue du terrain :*



## *Etat initial du site :*



- Pente orientée du sud vers le Nord Est d'environ 4%.

# *Environnement :*

## Végétation :

L'emprise du nouveau projet concédé est constituée en majorité d'une prairie de fauche et de lande. La lande a peu de perspective de développement en raison de la présence de nombreuses lignes électriques en surplomb, ce qui nécessite un entretien régulier limitant la pousse des végétaux.

## Zones humides :

Des investigations pédologiques et floristiques réalisés sur le site le 30 juin 2021 et le 20 mai 2022 ont révélé la présence d'une zone humide au point bas du site, au fond du bassin de rétention existant.

La zone humide présente une emprise d'environ 490 m<sup>2</sup>. Elle se situe hors du périmètre du permis d'aménager.

## Lignes électriques :

De nombreuses lignes haute tension surplombe le projet.

# ***Les enjeux pris en compte :***

## **Insérer ce nouveau quartier au tissu urbain existant :**

En assurant une continuité urbaine avec le lotissement existant « Le Pont de Pierre ».

## **Offrir un habitat diversifié afin de proposer un parcours résidentiel :**

La diversité des logements définis au programme permettra de répondre aux attentes de chaque acquéreur en fonction de ses besoins et son budget :

- Des terrains à bâtir pour les ménages au budget assuré.
- Des maisons jumelées pour les jeunes ménages ou les familles monoparentales.
- Des plains-pieds pour les seniors.

## **Créer un projet soucieux du développement durable :**

- Assurer une transition douce entre la nouvelle zone d'habitat et la forêt d'hêtres et de chênes
- Assurer la gestion des eaux pluviales venant du bassin versant situé en amont du projet et celles issues de la perméabilisation des sols liée aux travaux de viabilisation du projet via des bassins de rétention paysagers et si possible des noues paysagères.

## **Prendre en considération les lignes électriques**

La création des voiries sous les lignes électriques les plus contraignantes permettra de limiter leurs impacts. Il conviendra de protéger l'accès aux pylônes et de tenter de minimiser leurs présences visuelles via des clôtures et des aménagement paysagers.



# ***Les aspects réglementaires pris en compte :***

**La gestion des eaux pluviales venant des bassins versants situés en amont du nouveau quartier :**

**Les vestiges archéologiques :**

L'arrêté préfectoral SRA n° 2021/L563 du 30 août 2021 prescrit la réalisation de ce diagnostic d'archéologie préventive. Ce diagnostic sera réalisé au mois de juillet 2026

**La gestion des lignes électriques :**

- Le dossier a reçu un avis favorable du concessionnaire RTE en charge de ces réseaux.
- Les champs électromagnétiques sont inférieurs à la limite d'exposition des tiers définies par l'arrêté du 17 mai 2001 qui fixent une valeur maximale de 100 micro-Teslas
- Le règlement de lotissement et les plans réseaux prennent en compte les contraintes liées à la présence de ces lignes.

# LE PROJET :

## ***Le permis d'aménager comporte : 34 lots maximum***

- 16 terrains à bâtir libre de constructeur
- Deux macro-lots. Ces macro-lots pourront recevoir soit des terrains à bâtir soit des permis groupés d'habitat semi-dense valant division.
  - Sur le macro-lot 1 : permettant de créer 10 maisons de ville
  - Sur le macro-lot 2 : permettant de créer 8 maisons de ville

⇒ 34 logements sur 2.2 hectares soit 15 logements par hectare.

⇒ Surface de plancher maximum : 5 000 m<sup>2</sup>

## ➤ ***Accès – circulations :***

- Un accès unique sera créé depuis la RD 9 – route de Budange . Il se situe en agglomération.
- Une voirie de 5 mètres d'emprise réservée à la circulation des véhicules sera créée afin d'assurer la desserte des lots + Un trottoir de 1.5 mètre de large sera mise en place le long de cette voie.

Rq : A terme, cette voirie sera « bouclée » . Pour ce faire, deux « antennes » de voirie, seront réalisées dans le présent lotissement. Une en amont et une en aval du projet.

**Une extension à ce projet est envisagée permettant de créer 29 terrains à bâtir  
sur une surface de 19 500 m<sup>2</sup> environ.**

# *Un urbanisme vert*

## ✓ **+ 50 % de l'emprise du projet dévolus à des espaces verts**

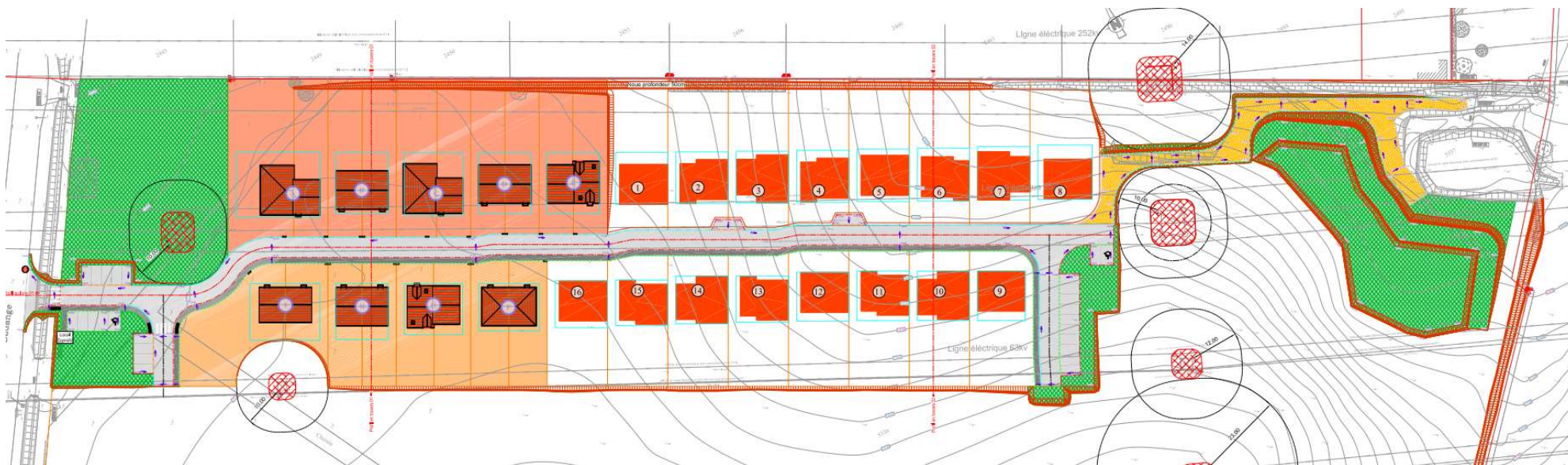
- Emprise au sol des constructions inférieure à 34 %
  - 22 % pour les logements
  - 12% pour le stationnement
- 15 % pour la voirie

## ✓ **Gestion des eaux pluviales par infiltration :**

- **À la parcelle :**
  - Récupérateurs d'eau
  - Puits d'infiltration
- **Espaces publics \*:**
  - par infiltration via un bassin paysagé

\*Suivant étude de sol

# LE PROJET :



Surface du terrain : 22 108 m<sup>2</sup>

Surface de plancher : 5 000 m<sup>2</sup>

- 16 terrains à bâtir.
- 18 maisons de ville.

- Macrolot N°01: 10 logements maximum ou 5 terrains à bâtir
- Macrolot N°02: 8 logements maximum ou 4 terrains à bâtir
- Polygone d'implantation obligatoire de toutes constructions avec respect des hauteurs définies suivant plan
- Hypothèses d'implantation des maisons pour les lots 01 à 16



# LE PROJET AVEC SON EXTENSION:



**Surface totale du terrain : 41 178 m<sup>2</sup>**

- Tranche 1 : 22 108 m<sup>2</sup>
- Tranche 2 : 19 070 m<sup>2</sup>

**Nombre de lot maximum créé : 72**

- Tranche 1 : 34 (16 tab + 18 log)
- Tranche 2 : 38 (20 tab + 18 log)

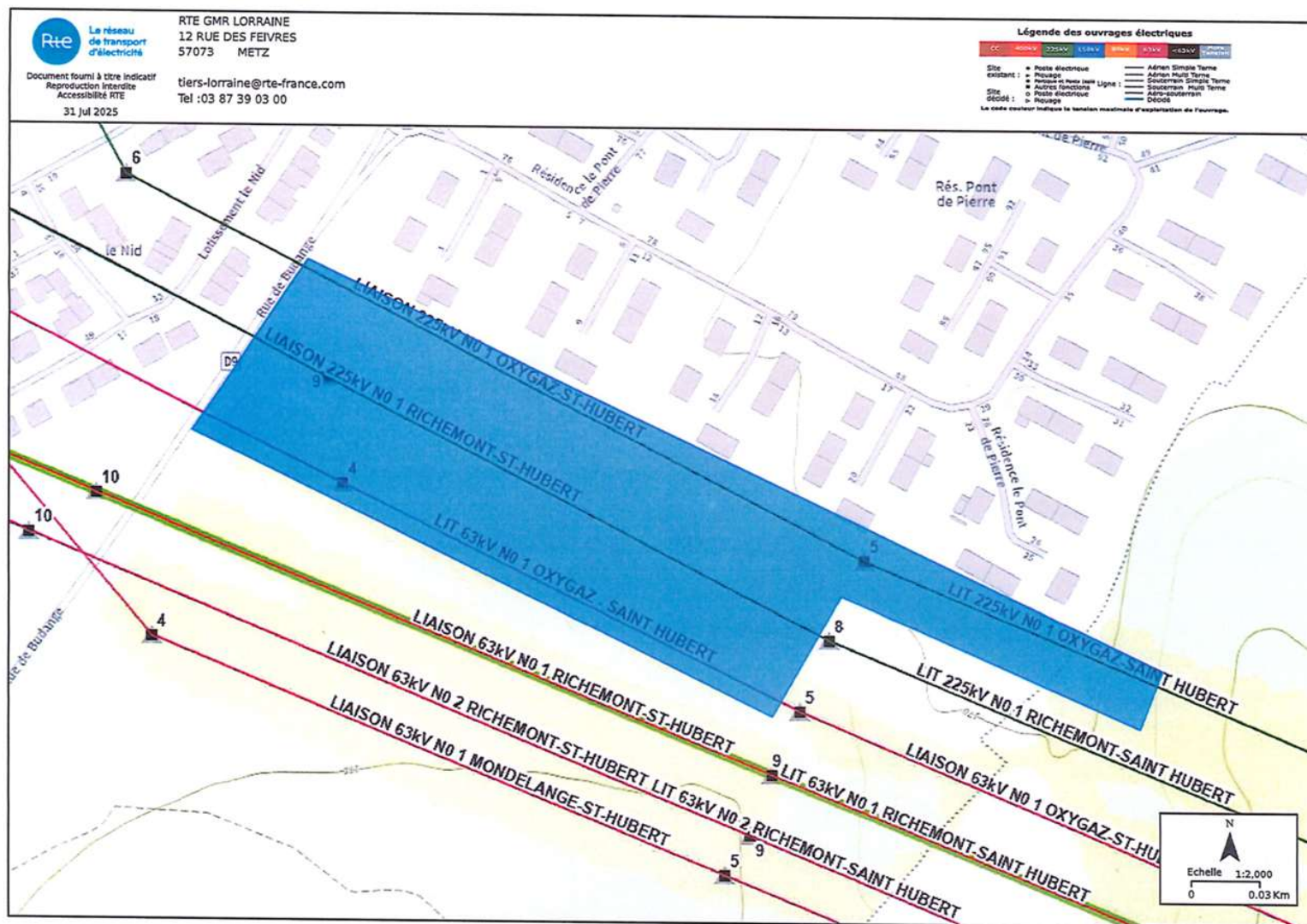
**Surface totale plancher 9500 m<sup>2</sup>**

- Tranche 1 : 5 000 m<sup>2</sup>
- Tranche 2 : 4 500 m<sup>2</sup>



# la gestion des lignes HT:

Le site est traversé par plusieurs lignes électriques (63 kV et 225 kV) exploitées par RTE



# *la gestion des lignes HT:*

**Le projet a été élaboré en étroite collaboration avec le gestionnaire RTE - RTE a rendu un avis favorable :**

- Intégration des pylônes aux espaces verts ou aux voiries évitant que les habitations ne soient situées directement sous la "verticale" des conducteurs et favorisant leur accessibilité lors d'éventuelles interventions de la part de RTE.
- Respect des hauteurs réglementaires des conducteurs (7 m minimum)
- La valeur du champ magnétique mesuré comprise  $0,33 \mu\text{T}$  et  $3,13 \mu\text{T}$ , représente 4 % de la limite réglementaire autorisée ( $100 \mu\text{T}$ ). A titre de comparaison une plaque d'induction de cuisine dégage un champ magnétique compris entre 6 et  $20 \mu\text{T}$ .
- Les distances de sécurité (couloirs de passage) calculées pour que les habitations ne subissent pas les champs les plus forts.
- L'intensité du champ électrique mesuré au sol est compris entre 1 et  $3 \text{ kV/m}$  La limite légale en France est à  $5 \text{ kV/m}$  (kilovolts par mètre). Les murs, les vitres, la végétation stoppent le champ électrique

**Un règlement de lotissement contraignant (interdiction de toute construction en dehors des polygones d'implantation définis au plan masse du lotissement pas de clôture métallique ...)**

# ***La préservation de l'environnement :***

## ➤ **Éviter tout défrichement**

- Le périmètre du projet réduit de 7,2 ha à 4,5 ha préservant ainsi 2,66 ha du bois de Saint Hubert,
- Le projet repensé pour supprimer le passage de canalisation vers le ruisseau de Brouck : la lisière du bois de Pépinville est ainsi préservée,
- Un projet réalisé sur des landes à faible valeur écologique (zone défrichée régulièrement par RTE).

## ➤ **Préserver les zones humides :**

- La zone humide recensée en bas de projet (hors périmètre) est préservée

## ➤ **Préserver la lisière de la forêt -**

- Mise en place d'une zone tampon de 25 à 30 m entre la limite du projet et la forêt.  
=> protéger les continuités écologiques, la biodiversité et les sols forestiers.
- Implantation des bâtiments à 40 mètres de la lisière de la forêt  
=> limiter les impacts visuels, sonores et lumineux sur l'écosystème forestier.

# *Gestion des eaux pluviales :*

Le projet relève de la rubrique 2.1.5.0 de l'article R.214-1 du Code de l'environnement et fait l'objet d'un dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

➤ **Contenu du dossier Loi sur l'Eau :**

- Présentation du projet : localisation, nature, aménagements prévus
- Présentation de l'impact qu'est susceptible d'avoir le projet sur l'eau et les milieux aquatiques
  - ⇒ *Dans le cas du lotissement d'Uckange : justifier que lors d'évènements pluvieux, le projet n'**engendrera pas de problématique d'inondation en aval,***
- Explication des mesures prévues pour éviter ou limiter l'impact du projet sur l'eau et les milieux aquatiques
  - ⇒ *Dans le cas du lotissement d'Uckange : **décrire les ouvrages et leur fonctionnement lors d'une pluie***
- -Analyse des **interactions du projet avec son environnement proche** (cours d'eau, nappes souterraines) et les zones naturelles situées à proximités,
- Appréciation de la **conformité du projet avec la réglementation**

# ***Gestion des eaux pluviales :***

## ➤ **Principe général**

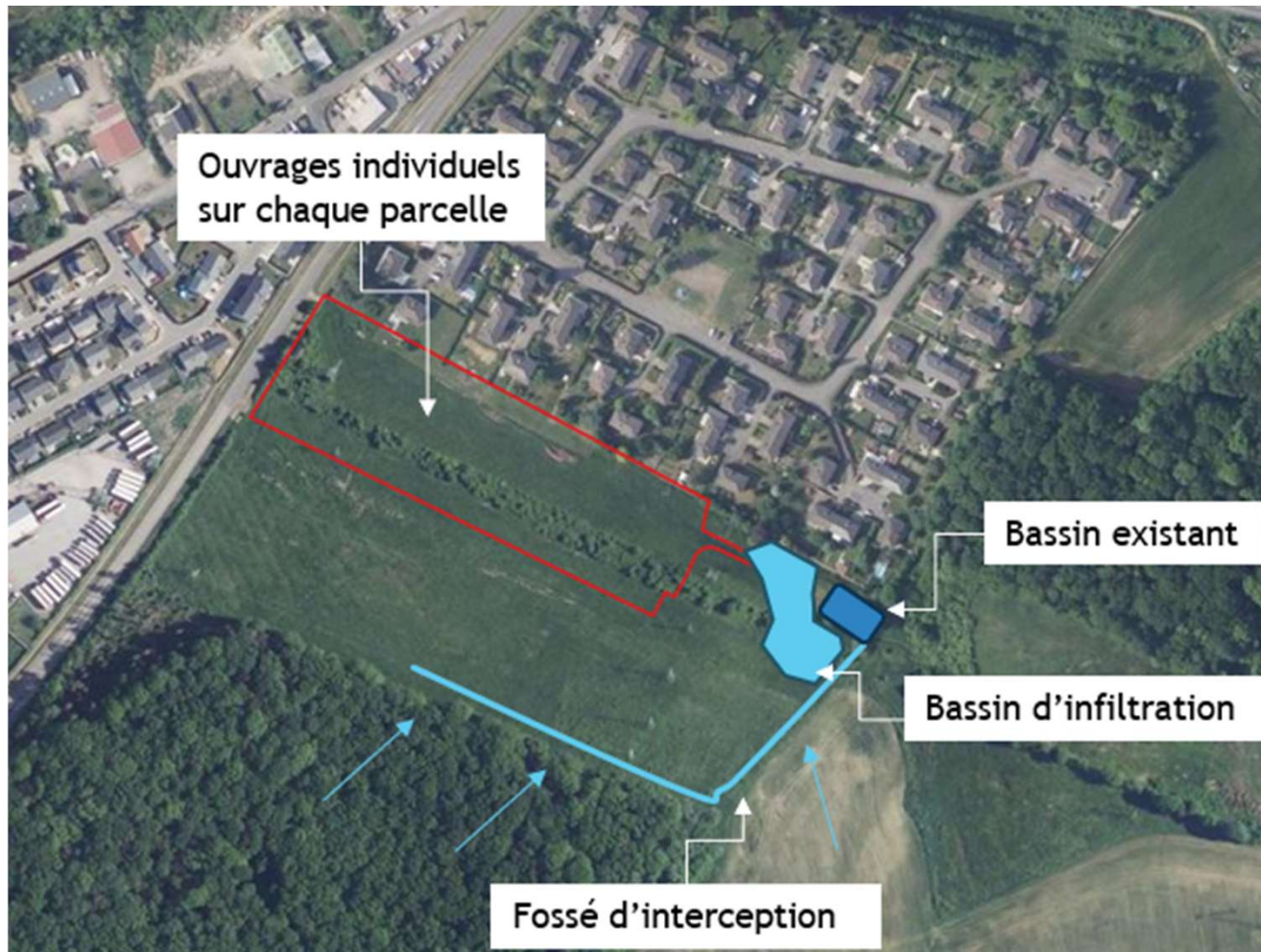
Les modalités de gestion des eaux pluviales sont les suivantes :

- Conservation de l'ouvrage existant récupérant une partie des eaux du bassin versant amont. (32,8 ha),
- Mise en place d'une noue d'interception des eaux du bassin versant amont, en direction du bassin de rétention existant, dimensionnée pour un débit de  $1,68 \text{ m}^3/\text{s}$ ,
- Création d'un nouvel ouvrage de rétention-infiltration, permettant l'infiltration des eaux pluviales, de la pluie courante à la pluie centennale, issues du domaine public du lotissement.
- Obligation de gérer l'eau pluviale des terrains à bâtir sur la parcelle.



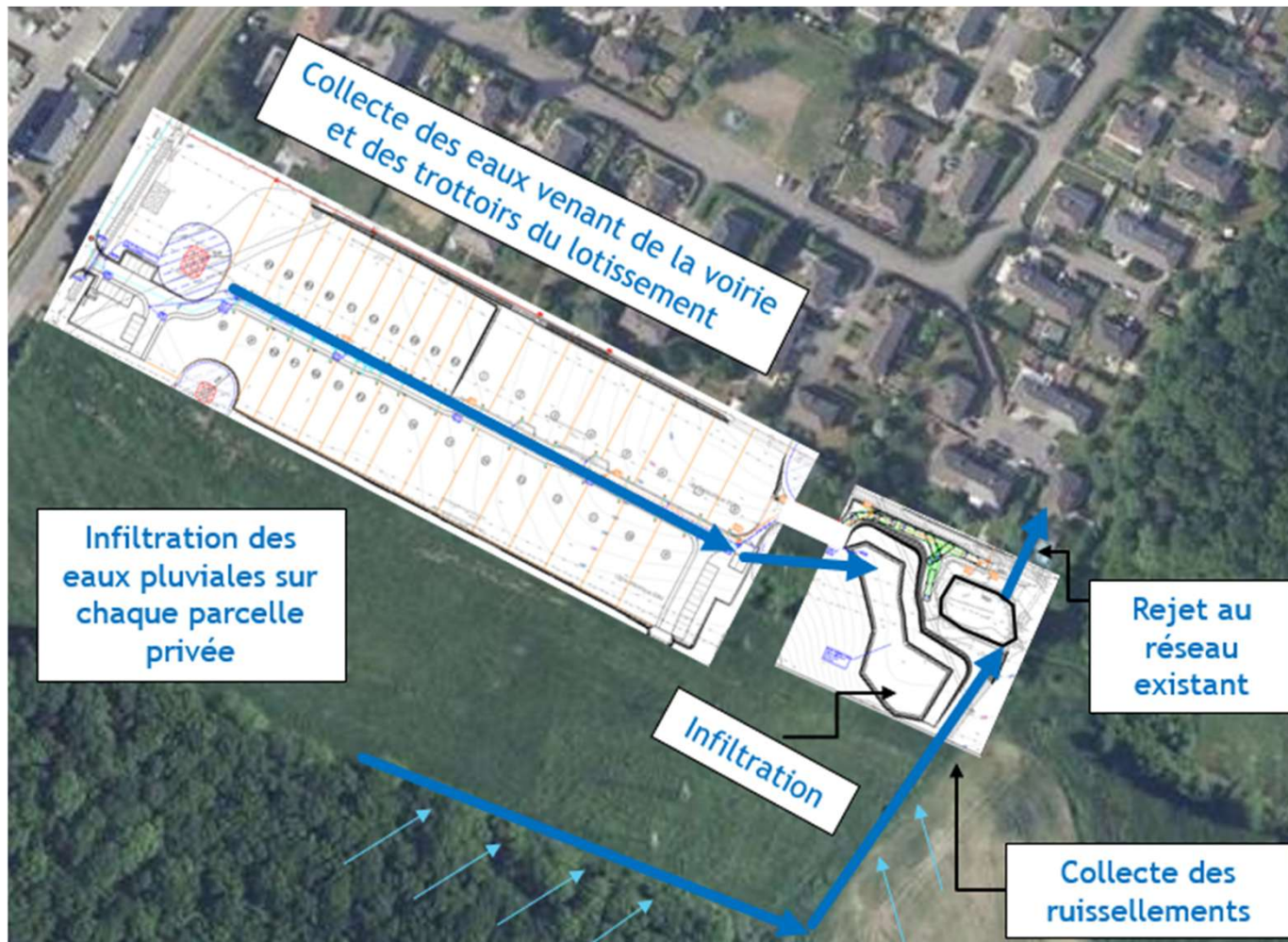
# Gestion des eaux pluviales :

## ➤ Solutions de gestions envisagées



# Gestion des eaux pluviales :

## ➤ Fonctionnement des ouvrages en temps de pluie





# Gestion des eaux pluviales :

## ➤ Infiltration des eaux pluviales sur les terrains à bâtir,

Figure 2. Coupe de principe d'un puit d'infiltration

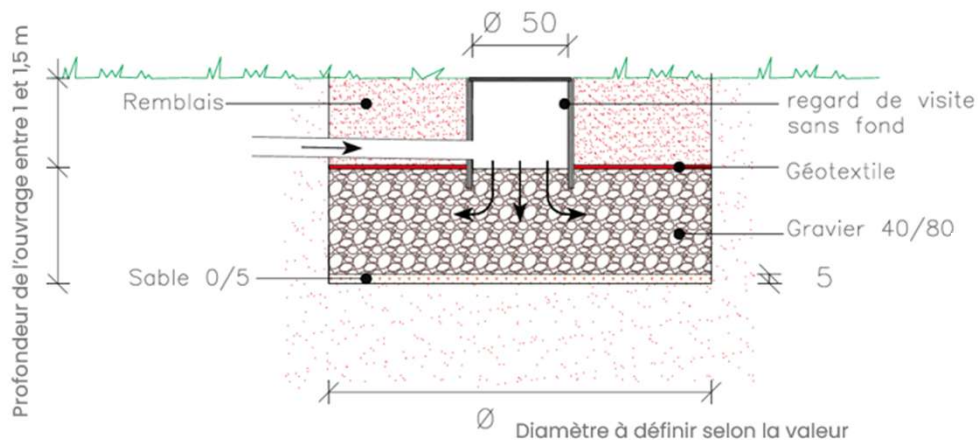
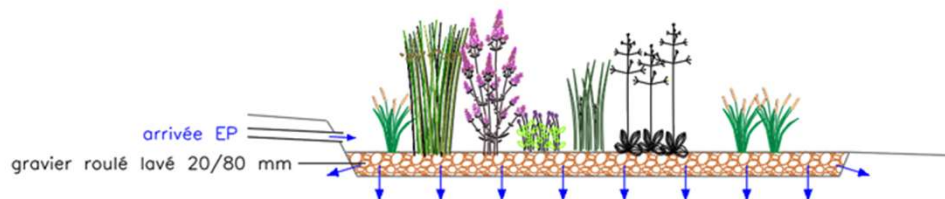


Figure 3. Coupe de principe d'un jardin de pluie.



**Tableau récapitulatif des volumes de rétention - infiltration des parcelles privées par tranches de surfaces imperméabilisées**

Paramètres initiaux:

Hauteur de pluie: 0,06406 m <= individuelle effectuée par un professionnel

Surface au sol imperméabilisée du projet (m2)		Volume d'eau à gérer (m3)
50	à 100	6
100	à 150	10
150	à 200	13
200	à 250	16

Ces éléments seront repris dans le règlement et le cahier des charges du lotissement et dans les actes de vente.

# ***Gestion des eaux pluviales :***

## ➤ **Les chiffres clés**

- **Surface d'infiltration importante : 894 m<sup>2</sup>**
- **Volume de rétention : 265 m<sup>3</sup>**
- **Gestion par infiltration jusqu'à une pluie de période de retour 100 ans**
- **Temps de vidange < 24 h pour pluies courantes**
- **Temps de vidange < 4 jours pour pluies fortes**

# ***Gestion des eaux pluviales :***

## ➤ **Garanties pour les riverains :**

- Maintien du bassin existant protégeant la résidence Pont de Pierre
- Surdimensionnement des ouvrages
- Obligation de gestion des eaux à la parcelle pour chaque lot (inscrite aux actes notariés)

=> Le projet n'augmente pas le risque d'inondation en aval ; il encadre et structure des écoulements aujourd'hui diffus.

- Le dimensionnement est réalisé à partir :
  - des données Météo-France (station de Metz-Frescaty),
  - d'un événement de période de retour 100 ans,
  - des orientations du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027.

Metz, le 31/07/2025

Nos réf : 356-25/328

**Objet : Demande d'avis sur : Permis d'aménager – Création d'un lotissement  
UCKANGE – Rue de Budange**

Madame, Monsieur,

Nous accusons réception de votre demande de permis d'aménager n° PA 057 683 25 00003 réceptionné le 03 juillet 2025 pour l'affaire citée en objet.

Nous vous informons que le projet est concerné par les ouvrages électriques appartenant à RTE suivants :

**Ligne aérienne 225 000 Volts OXYGAZ – ST-HUBERT n°1 (portée 5-6)**  
**Ligne aérienne 225 000 Volts RICHEMONT – ST-HUBERT n°1 (portée 8-9)**  
**Ligne aérienne 63 000 Volts OXYGAZ – ST-HUBERT n°1 (portée 4-5)**

Nous émettons un **AVIS FAVORABLE ASSORTI DES PRESCRIPTIONS SUIVANTES** :

- **Prise en compte des hauteurs disponibles** de l'Arrêté Technique de 2001, du Code du travail et de la distance de 2 mètres préconisée par RTE afin de garantir la sécurité des personnes et le respect des distances de sécurité obligatoires lors d'éventuelles interventions en toiture et prise en compte du balancement des câbles (cf. **profil en long ci-joint**).
- **Respect des distances minimale entre les pieds des pylônes et des éventuels travaux de terrassement** (cf. § « Pour la création de remblais ou de terrassements »).
- **Respect des distances de sécurité** par rapport aux ouvrages électriques précisées dans le paragraphe « **Élévation de potentiel** ».
- **Respect des contraintes vis-à-vis de la présence des pylône n°5, n°8, n°9, n°4 et n°5** (cf. § « **Présence d'un pylône dans l'enceinte du projet** »).
- **Toutes les recommandations des paragraphes ci-après** : « Installation de clôtures », « construction sous une ligne », « Voies de circulation et parking », « Installation/Construction d'une piscine », « Installation d'une aire de jeux », « Plantation d'arbres », « Activités de loisirs et de plein air », « bruit » et « Réalisation des travaux »
- **Suite aux échanges du 27 février 2025 en mairie de UCKANGE, la réalisation des aménagements inclura le retrait de 20 cm de terre végétale, puis le grattage du sol sur 50 cm supplémentaires, et enfin la remise en place de 20 cm de terre végétale, le tout sur une longueur du plot G au lot 9 et sur une largeur de 11m de part et d'autre de l'axe de la ligne 63 000 Volts OXYGAZ – ST-HUBERT. Ces données complémentaires sont prises en entrée de l'étude RTE qui donne lieu à l'avis ici présenté.**

1/9



La réglementation ne s'oppose pas à la réalisation de divers aménagements à proximité de lignes électriques aériennes sous réserve que les distances de sécurité entre ces derniers et les conducteurs et pylônes prévues par l'Arrêté Interministériel Technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique soient respectées.

Nous listons ci-après un certain nombre de recommandations et prescriptions techniques qui doivent être strictement respectées.

#### **POUR LA CREATION DE REMBLAIS OU DE TERRASSEMENTS**

*Remblai : Masse de matière rapportée pour élever un terrain ou combler un creux.*

*Terrassement : Action de remuer, de creuser, d'excaver, d'amonceler, de déplacer des terres.*

La présence de nos ouvrages impose au pétitionnaire de se conformer aux prescriptions des normes NF-P94-261 et NF-P94-262 de juin 2013 fixant les règles à respecter pour les aménagements implantés au voisinage des fondations de nos pylônes.

Dans le cas du projet concerné, aucun terrassement ni remblai ne pourra être effectué à moins de :

- **10 mètres des pieds de pylônes n°8, n°9 et n°4**
- **14 mètres des pieds de pylônes n°5 (ligne 225 kV)**
- **12 mètres des pieds de pylônes n°5 (ligne 63 kV)**

Si l'implantation définitive du projet pénètre dans ces zones, une étude géotechnique du sol devra être mise en œuvre aux frais du pétitionnaire selon un cahier des charges RTE. Les résultats de cette étude ainsi que toutes les données liées au projet (profondeur du terrassement, création de remblais, de talus, de fossés, etc.) devront être transmises au service adéquat de RTE dans le but d'affiner notre réponse et d'assurer la stabilité mécanique des pylônes. Pour information, la réalisation de cette étude et son analyse par les services de RTE prennent au moins 3 mois.

Les travaux de tranchées (passage de réseaux par exemple) ne sont pas concernés dans les cas suivants :

- **Largeur inférieure à 1,2 mètres, profondeur inférieure à 4 mètres et bord de fouille situé à plus de [2,5 x profondeur] mètres d'un des pieds du support** (avec un minimum de 2,5 mètres).

Si une des conditions ci-dessus n'est pas remplie une étude géotechnique doit être menée.

Pour assurer la conformité des distances des câbles par rapport au sol, **nous devons absolument être informés des modifications du niveau du sol sous la ligne.**

#### **ELEVATION DE POTENTIEL**

Du fait de la proximité d'un pylône à proximité du projet, les constructions et aménagements tels que clôtures, réseaux divers, mises à la terre des installations électriques, nécessitent de conserver des distances minimales par rapport aux ouvrages HTB, en raison de l'élévation de potentiel liée à l'écoulement d'un courant de court-circuit en cas d'incident sur nos ouvrages.

Les calculs sont réalisés suivant l'arrêté du 17 mai 2001 précité : le non-respect de ces distances minimales peut générer des risques pour les biens et les personnes susceptibles de se trouver dans ces zones.

**Une partie du projet se situe dans les zones de contrainte d'élévation de potentiel, il est donc impératif :**

- **soit de ne faire aucune installation des réseaux concernés dans ces zones ;**
- **soit de renforcer l'isolation de ces réseaux en utilisant les solutions indiquées dans le tableau ci-après ou bien d'autres solutions compatibles à définir par le demandeur**

**Pour le pylône n° 5 (Ligne 225 kV) :**

Tableau des contraintes d'élévation de potentiel			
Distances / pieds du pylône	Zones	Réseaux concernés	Préconisations
De 0 à 2 mètres		Tous les réseaux + clôture	Aucun réseau souterrain autorisé dans cette zone, ni aucune clôture.
De 2 à 12 mètres	Zone > 5000 Volts	Fluides (eau, gaz...)	*Tuyaux synthétiques (PE, PEHD, ...) installés dans des fourreaux synthétiques.  *Les jonctions seront isolées de la terre par des matériaux isolants.
De 2 à 40 mètres	Zone > 1500 Volts	Câble électrique basse tension  Prise de terre  + clôture	*Câbles isolés installés dans des fourreaux synthétiques.  *Aucune prise de terre par piquet ou pose de câbles en fond de fouille dans cette zone (possibilité de déport du tableau électrique à maximum 15 mètres de la prise de terre (avec câble isolé + fourreau synthétique). Si réalisation d'une boucle de fond de fouille, moins de 50% de la boucle doit se situer dans cette zone.  *Coffret électrique de parcelle si possible installé hors de cette zone ou bien installé après avis du gestionnaire du réseau de distribution  *dans cette zone : clôture isolante obligatoire (cf. § installation de clôtures)
De 2 à 93 mètres	Zone > 650 Volts	Equipements électroniques télécoms (fibre optique non concernée)	*Pose en fourreau synthétique  *Les points de raccordement présents dans cette zone doivent être dans un boîtier isolant.

**Pour le pylône n°8 :**

Tableau des contraintes d'élévation de potentiel			
Distances / pieds du pylône	Zones	Réseaux concernés	Préconisations
De 0 à 2 mètres		Tous les réseaux + clôture	Aucun réseau souterrain autorisé dans cette zone, ni aucune clôture.
De 2 à 9 mètres	Zone > 5000 Volts	Fluides (eau, gaz...)	*Tuyaux synthétiques (PE, PEHD, ...) installés dans des fourreaux synthétiques.  *Les jonctions seront isolées de la terre par des matériaux isolants.



De 2 à 30 mètres	Zone > 1500 Volts	Câble électrique basse tension  Prise de terre  + clôture	<p>*Câbles isolés installés dans des fourreaux synthétiques.</p> <p>*Aucune prise de terre par piquet ou pose de câbles en fond de fouille dans cette zone (possibilité de déport du tableau électrique à maximum 15 mètres de la prise de terre (avec câble isolé + fourreau synthétique). Si réalisation d'une boucle de fond de fouille, moins de 50% de la boucle doit se situer dans cette zone.</p> <p>*Coffret électrique de parcelle si possible installé hors de cette zone ou bien installé après avis du gestionnaire du réseau de distribution</p> <p>*dans cette zone : clôture isolante obligatoire (cf. § installation de clôtures)</p>
De 2 à 68 mètres	Zone > 650 Volts	Equipements électroniques télécoms (fibre optique non concernée)	<p>*Pose en fourreau synthétique</p> <p>*Les points de raccordement présents dans cette zone doivent être dans un boîtier isolant.</p>

Pour le pylône n°9 :

Tableau des contraintes d'élévation de potentiel			
Distances / pieds du pylône	Zones	Réseaux concernés	Préconisations
De 0 à 2 mètres		Tous les réseaux + clôture	Aucun réseau souterrain autorisé dans cette zone, ni aucune clôture.
De 2 à 10 mètres	Zone > 5000 Volts	Fluides (eau, gaz...)	<p>*Tuyaux synthétiques (PE, PEHD, ...) installés dans des fourreaux synthétiques.</p> <p>*Les jonctions seront isolées de la terre par des matériaux isolants.</p>
De 2 à 33 mètres	Zone > 1500 Volts	Câble électrique basse tension  Prise de terre  + clôture	<p>*Câbles isolés installés dans des fourreaux synthétiques.</p> <p>*Aucune prise de terre par piquet ou pose de câbles en fond de fouille dans cette zone (possibilité de déport du tableau électrique à maximum 15 mètres de la prise de terre (avec câble isolé + fourreau synthétique). Si réalisation d'une boucle de fond de fouille, moins de 50% de la boucle doit se situer dans cette zone.</p> <p>*Coffret électrique de parcelle si possible installé hors de cette zone ou bien installé après avis du gestionnaire du réseau de distribution</p> <p>*dans cette zone : clôture isolante obligatoire (cf. § installation de clôtures)</p>

De 2 à 74 mètres	Zone > 650 Volts	Equipements électroniques télécoms (fibre optique non concernée)	*Pose en fourreau synthétique  *Les points de raccordement présents dans cette zone doivent être dans un boîtier isolant.
------------------	------------------	--	---

Pour le pylône n°4 :

Tableau des contraintes d'élévation de potentiel			
Distances / pieds du pylône	Zones	Réseaux concernés	Préconisations
De 0 à 2 mètres		Tous les réseaux + clôture	Aucun réseau souterrain autorisé dans cette zone, ni aucune clôture.
De 2 à 9 mètres	Zone > 5000 Volts	Fluides (eau, gaz...)	*Tuyaux synthétiques (PE, PEHD, ...) installés dans des fourreaux synthétiques.  *Les jonctions seront isolées de la terre par des matériaux isolants.
De 2 à 28 mètres	Zone > 1500 Volts	Câble électrique basse tension  Prise de terre  + clôture	*Câbles isolés installés dans des fourreaux synthétiques.  *Aucune prise de terre par piquet ou pose de câbles en fond de fouille dans cette zone (possibilité de déport du tableau électrique à maximum 15 mètres de la prise de terre (avec câble isolé + fourreau synthétique). Si réalisation d'une boucle de fond de fouille, moins de 50% de la boucle doit se situer dans cette zone.  *Coffret électrique de parcelle si possible installé hors de cette zone ou bien installé après avis du gestionnaire du réseau de distribution  *dans cette zone : clôture isolante obligatoire (cf. § installation de clôtures)
De 2 à 65 mètres	Zone > 650 Volts	Equipements électroniques télécoms (fibre optique non concernée)	*Pose en fourreau synthétique  *Les points de raccordement présents dans cette zone doivent être dans un boîtier isolant.

Pour le pylône n°5 :

Tableau des contraintes d'élévation de potentiel			
Distances / pieds du pylône	Zones	Réseaux concernés	Préconisations
De 0 à 2 mètres		Tous les réseaux + clôture	Aucun réseau souterrain autorisé dans cette zone, ni aucune clôture.



De 2 à 9 mètres	Zone > 5000 Volts	Fluides (eau, gaz...)	<p>*Tuyaux synthétiques (PE, PEHD, ...) installés dans des fourreaux synthétiques.</p> <p>*Les jonctions seront isolées de la terre par des matériaux isolants.</p>
De 2 à 28 mètres	Zone > 1500 Volts	<p>Câble électrique basse tension</p> <p>Prise de terre</p> <p>+ clôture</p>	<p>*Câbles isolés installés dans des fourreaux synthétiques.</p> <p>*Aucune prise de terre par piquet ou pose de câbles en fond de fouille dans cette zone (possibilité de déport du tableau électrique à maximum 15 mètres de la prise de terre (avec câble isolé + fourreau synthétique). Si réalisation d'une boucle de fond de fouille, moins de 50% de la boucle doit se situer dans cette zone.</p> <p>*Coffret électrique de parcelle si possible installé hors de cette zone ou bien installé après avis du gestionnaire du réseau de distribution</p> <p>*dans cette zone : clôture isolante obligatoire (cf. § installation de clôtures)</p>
De 2 à 64 mètres	Zone > 650 Volts	Equipements électroniques télécoms (fibre optique non concernée)	<p>*Pose en fourreau synthétique</p> <p>*Les points de raccordement présents dans cette zone doivent être dans un boîtier isolant.</p>

### **INSTALLATION DE CLÔTURES**

Une clôture est considérée comme isolante lorsque l'ensemble de ses constituants sont isolants (plastiques) ou très faiblement conducteurs (bois), mais aussi lorsqu'il y a alternance d'éléments isolants et d'éléments conducteurs :

- Soit des clôtures constituées de poteaux conducteurs (acier) avec des éléments intermédiaires non-conducteur (barrières bois, PVC, palplanche béton ou grillage amagnétique),
- Soit des clôtures constituées de poteaux non-conducteur (bois, PVC, béton) avec des éléments intermédiaires conducteurs ou faiblement conducteurs (grillage, palplanche béton) d'une longueur maximale de 3 m.
- Soit des clôtures en éléments conducteurs (ou non) fixés sur des murets béton d'au moins 60 cm de haut.

Les clôtures ou poteaux plastifiés comportant une âme métallique ne sont pas considérés comme isolants, sauf précision particulière du fabricant.

**Les clôtures posées entre 2 et 10 mètres des pieds d'un pylône devront obligatoirement être isolantes afin d'éviter la propagation des courants de défaut.**

### **Cas d'une clôture de grande longueur parallèle à la ligne (> 75m) :**

La clôture de grande longueur tel qu'envisagée est soumise à une induction électrique : dans ce cas 1 piquet métallique relié à la terre sera implanté tous les 75 mètres environ, avec un minimum de 2 piquets métalliques. De plus, pour limiter les effets de l'induction par rapport à une prise de terre éloignée, prévoir une partie non-conductrice dans la clôture d'une longueur de 2 mètres tous les 75 mètres.

Pendant la construction de la clôture, il est recommandé pour limiter le phénomène d'induction électrique, d'utiliser des outils isolés, et de maintenir reliés à la terre les matériaux métalliques (même plastifiés) de grande longueur (fils, barres, etc....).

#### ***PRESENCE D'UN PYLÔNE DANS L'ENCEINTE DU PROJET***

Etant donné la présence d'un pylône dans l'enceinte du projet, nous rappelons au propriétaire ainsi qu'aux personnes qui jouissent du terrain :

- que tout aménagement ou stockage dans l'emprise au sol des pylônes (+2m) est strictement interdit et que les membrures ne peuvent en aucun cas faire partie d'une quelconque installation.
- que son accessibilité doit être garantie en permanence aux salariés de RTE pour des raisons d'exploitation et de sûreté du réseau.

Si des risques d'ascension du pylône par des enfants sont présents, nous préconisons l'installation d'une clôture d'une hauteur de 1.80 mètres à une distance minimale de 2 mètres des pieds du pylône et réalisée en matériaux isolants (cf. paragraphe « Installation de clôtures »).

#### ***CONSTRUCTION SOUS UNE LIGNE (phénomènes d'induction électrique)***

Les lignes à très haute tension peuvent, dans certains cas, engendrer des phénomènes d'induction électrique, c'est à dire, la montée en potentiel des grillages, treillis métalliques, fils de fer, portails, chéneaux, cabane de jardin ou autres bandeaux métalliques.

Les charges électrostatiques accumulées sur les équipements isolés du sol, peuvent en se déchargeant lors d'un contact avec d'autres objets produire des étincelles. Si on touche l'équipement, il y a à l'instant du toucher " choc de courant " dû à la décharge électrique brutale.

Pour y remédier, il convient d'assurer l'équipotentialité électrique de la construction, en reliant entre-elles les parties métalliques et en les raccordant à la terre (via un piquet de terre). Cette mise à la terre doit être éloignée le plus possible des pieds du pylône le plus proche.

#### ***VOIES DE CIRCULATION ET PARKING***

Une distance verticale supérieure à **8 mètres** est obligatoire, selon l'arrêté du 17 mai 2001 précité, entre la surface de roulement des voies et le conducteur le plus bas, les conducteurs étant positionnés, sur le profil en long ci-joint, dans les conditions les plus défavorables.

Si présence de pylône proche route ou parking :

Les pylônes, dans certaines situations, peuvent constituer des obstacles provoquant certains risques vis-à-vis des véhicules à moteur, notamment en bordure de route avec virage ou dans les parkings lors de manœuvres. Il est dans ce cas impératif de prévoir des murets de protection, peints en blanc et rouge pour une meilleure détection de nuits.

Les candélabres d'éclairage doivent respecter une distance de sécurité de **5 mètres** par rapport à nos ouvrages.

#### ***INSTALLATION/CONSTRUCTION D'UNE PISCINE***

Tout projet de construction de piscine enterrée ou hors sol ne pourra être implanté à **moins de 15 mètres des pieds du pylône n°5 (Ligne 225 kV)**, à **moins de 13 mètres de pieds du pylône n°8**, à **moins de 14 mètres de pieds du pylône n°9**, à **moins de 20 mètres de pieds du pylône n°4**, à **moins de 20 mètres de pieds du pylône n°5 (ligne 63 kV)** en raison de l'élévation de potentiel visée par l'arrêté du 17 mai 2001 précité.

Cette distance se mesure par rapport à la zone d'évolution des baigneurs (voir schéma joint).

### **INSTALLATION D'UNE AIRE DE JEUX**

Tout projet de construction d'une aire de jeux pour enfants ne pourra être implanté à **moins de 3 mètres des pieds du pylône n°9** en raison de l'élévation de potentiel visée par l'arrêté du 17 mai 2001 précité.

### **PLANTATION D'ARBRES**

Les arbres ou arbustes situés à proximité des lignes HTB doivent également respecter une distance de sécurité définie par l'arrêté du 17 mai 2001.

Cette distance est de **5 mètres** minimum par rapport aux câbles nus sous tension.

**Les plantations hautes et/ou à fort développement doivent être proscrites.**

La végétation sera systématiquement élaguée aux frais du pétitionnaire si elle ne respecte pas cette distance. C'est pourquoi, nous demandons de ne pas planter d'arbres dans la zone de sécurité horizontale (cf. profil en long ci-joint).

### **ACTIVITES DE LOISIRS ET DE PLEIN AIR**

Nous attirons l'attention du pétitionnaire sur les contraintes et les risques électriques liés à la présence de la ligne électrique en ce qui concerne les activités telles que cerfs-volants par exemple.

### **BRUIT**

Nous attirons votre attention sur le fait que la construction est localisée à proximité immédiate de deux lignes aériennes électriques à 225 000 Volts.

Les conducteurs de ces lignes sont susceptibles d'émettre des bruits de crépitement dont le niveau sonore peut être accentué lors d'épisode humide tel que le brouillard. Le bruit de nos ouvrages respecte cependant les niveaux réglementaires à tout instant.

**A ce titre, il ne sera pas possible de faire valoir une quelconque gêne et nous ne pourrons effectuer aucune action pour réduire ce bruit.**

### **POUR LA REALISATION DES TRAVAUX**

Le pétitionnaire devra se conformer aux obligations réglementaires rappelées ci-dessous :

- Respecter la distance de sécurité du Code du travail (article R4534-108) de **5 mètres minimum** à respecter vis-à-vis des conducteurs, soit par les travailleurs, soit par les outillages qu'ils utilisent, les matériaux qu'ils mettent en œuvre ou manutentionnent, les appareils ou engins qu'ils emploient sur le chantier.

**Cette obligation de distance reste applicable dans le temps lors des travaux d'entretien ou d'installations diverses.**

- Toute personne qui envisage de réaliser des travaux au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (déclarations gratuites et illimitées sur [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R. 554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Nous joignons à toutes fins utiles, l'extrait du profil en long de la portée concernée indiquant en particulier la position des conducteurs les plus bas.

**Il appartient au pétitionnaire de vérifier les cotes d'altimétrie NGF** indiquées sur le profil en long vis-à-vis du projet, avant toutes interventions, et également en raison des modifications qui ont pu intervenir dans le temps, notamment : terrassement, remblai affectant le profil du terrain, construction, etc...

**Nous vous demandons de bien vouloir transmettre toutes les pièces de notre réponse au pétitionnaire.**

**Si le pétitionnaire devait modifier son projet, il serait nécessaire de nous le communiquer afin que nous puissions nous assurer qu'il est toujours compatible avec la ligne précitée.**

Nous vous précisons que notre réponse ne préjuge pas de l'existence de canalisations électriques souterraines ou aériennes pouvant appartenir à d'autres concessionnaires de réseaux (ENEDIS, GRDF...etc.).

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Metz, le 31/07/2025

*M. Carlier - RTE - RMR GMR LO*



Matthieu CARLIER

*PJ : Plan de situation, profil en long, distances de sécurité*



**VOS REF**

MAIRIE DE UCKANGE

**NOS REF**

LE-MAIN-CM-NCY-GMR LO-304-18-330

Service Urbanisme

Monsieur Laurent DUVAL

**INTERLOCUTEUR**

Thomas DUC

**TÉLÉPHONE**

03 87 39 03 07

**E-MAIL**

thomas.duc@rte-france.com

**OBJET**

**Demande d'avis sur : Mise à jour du PLU de la commune d'Uckange**

Metz, 05/12/2018

Monsieur,

Nous accusons réception de votre demande réceptionnée le 20 novembre 2018 pour l'affaire citée en objet.

Nous vous informons que le projet est concerné par l'ouvrage suivant :

**225 kV N°1 OXYGAZ – ST-HUBERT (portée 5 – 6) ;**  
**225kV N°1 RICHEMONT – ST-HUBERT (portées 8 à 10) ;**  
**63kV N°1 OXYGAZ – ST-HUBERT (portées 3 à 5) ;**  
**63kV N°1 RICHEMONT – ST-HUBERT (portée 9 – 10) ;**  
**63kV N°2 RICHEMONT – ST-HUBERT (portée 9 – 10) ;**  
**63kV N°1 MONDELANGE – ST-HUBERT (portées 3 à 5).**

Nous émettons cependant un **AVIS FAVORABLE Réserve** sur les points suivants :

- Pour faciliter toutes opérations de maintenance, en toute sécurité, **nous préconisons une zone d'évolution de 2m entre la toiture de la maison et la zone de 5m réglementée par l'article R4534-108 du code du travail, afin de garantir la sécurité des personnes et le respect de la distance de sécurité de 5 mètres lors d'éventuelles interventions en toiture.**
- Du fait de la proximité d'un pylône, les constructions et aménagements tels que clôtures, réseaux divers, mises à la terre des installations électriques, nécessitent de conserver une





distance minimale en raison de l'élévation de potentiel relative au Décret du 17 mai 2001 par rapport aux ouvrages HTB.

**Ligne 63 kV MONDELANGE – ST-HUBERT (pylône n°4) :**

- Zone de contrainte 5000 V (Canalisation Eau, Gaz) : **10 mètres de l'axe du pylône**
- Zone de contrainte 1500 V (Installations électriques BT) : **32 mètres de l'axe du pylône**
- Zone de contrainte 650 V (Installations de Télécoms) : **73 mètres de l'axe du pylône**

**Ligne 63 kV OXYGAZ – ST-HUBERT (pylône n°4) :**

- Zone de contrainte 5000 V (Canalisation Eau, Gaz) : **10 mètres de l'axe du pylône**
- Zone de contrainte 1500 V (Installations électriques BT) : **33 mètres de l'axe du pylône**
- Zone de contrainte 650 V (Installations de Télécoms) : **76 mètres de l'axe du pylône**

**Ligne 225 kV RICHEMONT – ST-HUBERT (pylône n°9) :**

- Zone de contrainte 5000 V (Canalisation Eau, Gaz) : **10 mètres de l'axe du pylône**
- Zone de contrainte 1500 V (Installations électriques BT) : **33 mètres de l'axe du pylône**
- Zone de contrainte 650 V (Installations de Télécoms) : **74 mètres de l'axe du pylône**

**Ces valeurs imposent en conséquence de respecter les distances indiquées ci-dessus ou de renforcer les différents réseaux concernés.**

Les contraintes suivantes sont également à prendre en compte pour la réalisation du projet :

**Pylône :**

En ce qui concerne la présence des pylônes dans l'enceinte du projet, nous vous demandons que leur accessibilité nous soit préservée en permanence pour des raisons d'exploitation.

Pour éviter tout risque d'ascension de personne, nous préconisons l'installation d'une clôture d'une hauteur de 1.80 m à une distance minimale de 2 m des pieds de pylône.

Conformément à l'arrêté interministériel du 17 mai 2001, la clôture doit être en matériau isolant de façon à éviter tout risque lié à la montée en potentiel.

Au niveau du sol, la mise en place d'un revêtement en matériaux de forte résistivité (calcaire concassé, épaisseur 15 cm minimum) est recommandée.

L'entretien des surfaces au sol est à la charge du propriétaire du terrain. Cet espace ne peut faire l'objet d'aucune construction et tout aménagement particulier doit nous être soumis pour avis.

**Pour la construction du bâtiment :**

L'article R4534-108 prévoit notamment **une distance de sécurité de 5 mètres minimum** à respecter vis-à-vis des conducteurs, soit par les travailleurs, soit par les outillages qu'ils utilisent, les matériaux qu'ils mettent en œuvre ou manutentionnent, les appareils ou engins qu'ils emploient sur le chantier.

**Cette obligation de distance reste applicable dans le temps lors des travaux d'entretien ou d'installations diverses.**

Nous attirons donc l'attention du pétitionnaire sur les risques que représente la proximité de notre ligne



HTB et nous lui demandons d'en informer les divers intéressés. Nous pensons notamment à l'utilisation de divers engins de terrassement et de levage.

Voies de circulation et par assimilation de parking :

Une distance verticale supérieure à **8 mètres** est obligatoire entre la surface de roulement des voies et le conducteur le plus bas, les conducteurs étant positionnés dans les conditions les plus défavorables.

Installation des candélabres :

Les candélabres d'éclairage doivent respecter une distance de sécurité de 5 mètres par rapport à nos ouvrages.

Pour l'implantation d'une piscine :

Tout projet de construction de piscine enterrée ou hors sol ne pourra être implanté à **moins de 30 mètres des pylônes** en raison de l'élévation de potentiel relative au décret du 17 mai 2001. Cette distance se mesure par rapport à la zone d'évolution des baigneurs (voir schéma joint).

Pour les plantations d'arbres :

Les arbres ou arbustes situés à proximité des lignes HTB doivent également respecter la distance de sécurité de 5 mètres.

**Les plantations hautes et/ou à fort développement doivent être prosrites.**

La végétation sera systématiquement élaguée au frais du pétitionnaire si elle ne respecte pas cette distance. C'est pourquoi, **nous vous demandons de ne pas planter d'arbres dans la zone de sécurité horizontale.**

Pour la création de remblais ou de terrassements :

Pour assurer la stabilité de nos ouvrages et la conformité des distances des câbles par rapport au sol, nous devons être informés des modifications du niveau du sol sous la ligne et à moins de 35 mètres des pieds de pylône.

Nous joignons à toutes fins utiles, l'extrait du profil en long dans la portée concernée indiquant en particulier la position des conducteurs les plus bas, ainsi qu'une vue en coupe.

Il appartient au pétitionnaire de vérifier les cotes d'altimétrie NGF indiquées, avant toutes interventions, en raison des modifications qui ont pu intervenir depuis, notamment : terrassement, remblai affectant le profil du terrain, construction, etc...

La présence des ouvrages électriques impose également les dispositions suivantes :

En application de l'article R554-21 modifié par le décret n°2012-970 du 20 août 2012 – art. 1 du code de l'environnement, le responsable du projet adresse dans les meilleurs délais une **Déclaration de projet de Travaux (DT)** à chacun des exploitants des ouvrages concernés dont la zone d'implantation est touchée par l'entreprise des travaux (Cerfa n°14434\*01).

En application de l'article R554-25 créé par le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 – art 4 du code de l'environnement, l'exécutant des travaux adresse une **Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)** à chacun des exploitants d'ouvrages concernés dont la zone d'implantation est touchée par l'emprise des travaux (Cerfa n°14434\*01).



Ces déclarations sont gratuites, illimitées et sont à réaliser sur le site gouvernemental appelé Guichet Unique : **[www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr)**

En outre, nous attirons votre attention sur les contraintes liées à la présence d'ouvrages électriques en ce qui concerne les activités de loisirs et de plein air (cerfs-volants...).

**Nous vous demandons de bien vouloir transmettre toutes les pièces de notre réponse au pétitionnaire.**

Nous vous précisons que notre réponse ne préjuge pas de l'existence de canalisations électriques souterraines ou lignes aériennes pouvant appartenir à d'autres concessionnaires de réseaux.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



**C.VENNER**  
Responsable Maintenance Réseaux  
Territoires

*PJ : Profil en long – Coupes – Schéma implantation piscine – Distances de sécurité*



#### Annexe 4 :

**Plan du chemin de service qui sera créé pour l'entretien et la surveillance des ouvrages hydrauliques de gestion des pluies**

